

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.772/4
DU 25 OCTOBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 30 septembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales relatives
à l'accomplissement des formalités préalables

1. Dans son avis 40.912/2/V, donné le 9 août 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, la section de législation a formulé l'observation suivante :

"Le projet examiné doit, outre l'avis de l'inspecteur des finances accrédité auprès du Ministre de la Mobilité, être soumis aux inspecteurs des finances accrédités auprès des Ministres de la Justice et des Finances, le projet relevant également, de manière incidente, des compétences de ces derniers".

.../...

Cette observation vaut également pour le projet examiné.

2. L'accord du Secrétaire d'État au budget, visé à l'alinéa 6 du préambule, ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il convient de vérifier l'accomplissement de cette formalité préalable.

3. Le projet examiné trouve son fondement légal dans les articles 1^{er} et 4bis de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

L'article 1^{er}, § 3, de cette loi, dispose :

"§ 3. Les arrêtés d'exécution de la présente loi sont pris après avis d'une commission administration-industrie dont le Roi fixe la composition et les règles de fonctionnement".

Il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité préalable, au visa duquel sera consacré un nouvel alinéa du préambule.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er} du préambule, il convient de viser plus particulièrement les articles 1^{er} et 4bis de la loi du 21 juin 1985 précitée, en ne mentionnant que les seules lois encore en vigueur qui les ont respectivement soit modifié soit inséré ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 27.

2. Les Ministres des Finances et de la Justice doivent également être mentionnés comme proposant le projet, celui-ci relevant également, de manière incidente, de leurs compétences.

Ils doivent également être mentionnés à l'article 6 du projet, et y apposer leur contreseing.

Article 5

L'article 5 du projet examiné dispose que celui-ci "entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

En cas de dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il convient, sauf justification particulière, d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Annexe

1. L'article 2 du projet tend à remplacer l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité. Ce faisant, il vise à modifier la liste des infractions auxquelles la procédure dite de "perception immédiate" d'une somme d'argent, peut être appliquée, conformément à l'article 4bis de la loi du 21 juin 1985 précitée, ainsi que, pour certaines d'entre elles, le montant actuellement fixé.

Outre ces modifications de fond, l'article 2 du projet vise également à restructurer l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 précité, en déplaçant la liste des infractions concernées et la fixation des sommes qui y sont liées, vers une nouvelle annexe 2 présentée sous la forme d'un tableau, et formant l'annexe unique du projet.

.../...

Ce procédé n'appelle aucune observation de principe.

Il serait toutefois préférable de conserver, dans ce tableau en projet, une référence aux dispositions réglementaires définissant les infractions concernées, comme c'est actuellement le cas à l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 précité.

L'arrêté que le projet examiné vise à modifier a, en effet, pour objet de désigner celles des infractions - logiquement préexistantes - qui peuvent donner lieu à l'application de la procédure dite de "perception immédiate", et non à définir de nouvelles infractions ⁽²⁾.

2. Il serait également préférable d'omettre du tableau en projet les infractions pour lesquelles aucun montant n'est fixé, en y modifiant, le cas échéant, la description d'autres infractions afin d'y intégrer les exceptions ou restrictions pouvant être déduites des mentions qui seraient supprimées.

⁽²⁾ Une présentation similaire a été adoptée dans l'annexe de l'arrêté royal du 27 avril 2007 modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route sur lequel la section de législation a donné l'avis 42.451/4 et dont il est fait mention dans le dossier joint à la demande d'avis.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.772/4
VAN 25 OKTOBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 30 september 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen met betrekking tot het vervullen van de
voorafgaande vormvereisten

1. De afdeling Wetgeving heeft de volgende opmerking gemaakt in haar advies 40.912/2/V, dat op 9 augustus 2006 is verstrekt omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen :

"Het onderzochte ontwerp moet niet alleen ter fine van advies worden voorgelegd aan de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de minister van Mobiliteit, maar ook aan de inspecteurs van Financiën geaccrediteerd bij de ministers van Justitie en van Financiën, aangezien het ontwerp incidenteel ook tot de bevoegdheid van de laatstgenoemde ministers behoort".

.../...

Deze opmerking geldt eveneens voor het voorliggende ontwerp.

2. In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag ontbreekt de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, waarnaar wordt verwezen in het zesde lid van de aanhef.

Er moet worden nagegaan of dit voorafgaande vormvereiste is vervuld.

3. Het voorliggende ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 1 en 4bis van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Artikel 1, § 3, van deze wet bepaalt :

"De besluiten tot uitvoering van deze wet worden vastgesteld na advies van een commissie administratie-nijverheid waarvan de Koning de samenstelling en de werkwijze bepaalt".

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste wordt vervuld, en hiernaar moet in de aanhef worden verwezen in de vorm van een nieuw lid.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef moet bepaaldelijk worden verwezen naar de artikelen 1 en 4bis van de voornoemde wet van 21 juni 1985, waarbij alleen de nog van kracht zijnde wetten worden vermeld waarbij deze artikelen zijn gewijzigd of ingevoegd ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 27.*

2. De minister van Financiën en de minister van Justitie moeten eveneens worden vermeld in het voordrachtformulier, daar het ontwerp incidenteel ook onder hun bevoegdheid valt.

Ze moeten tevens worden vermeld in artikel 6 van het ontwerp, alsook in het ondertekeningsformulier.

Artikel 5

Artikel 5 van het voorliggende ontwerp bepaalt :

"Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad".

Indien wordt afgeweken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient, tenzij zulks duidelijk wordt verantwoord, elkeen een redelijke termijn te worden gegeven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bijlage

1. Artikel 2 van het ontwerp beoogt artikel 2 te vervangen van het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen. Aldus brengt het wijzigingen aan in de lijst met overtredingen waarop overeenkomstig artikel 4*bis* van de voornoemde wet van 21 juni 1985 de zogenaamde procedure van de "onmiddellijke inning" van een geldsom kan worden toegepast, alsook, voor een aantal overtredingen, het thans vastgelegde bedrag.

Benevens die wijzigingen ten gronde, beoogt artikel 2 van het ontwerp eveneens een herschikking van het voornoemde koninklijk besluit van 1 september 2006, waarbij de lijst met de desbetreffende overtredingen en de vaststelling van de daaraan verbonden bedragen verplaatst worden naar een nieuwe bijlage 2, die de vorm van een tabel aanneemt en die de enige bijlage van het ontwerp vormt.

Wat het principe betreft, geeft deze werkwijze geen aanleiding tot opmerkingen.

Het zou echter verkieslijk zijn om in deze ontwerptabel een verwijzing te behouden naar de verordeningsbepalingen die voorzien in de desbetreffende overtredingen, zoals thans het geval is in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 september 2006.

Het besluit dat bij het voorliggende ontwerp wordt gewijzigd, beoogt immers die - logischerwijs reeds bestaande - overtredingen aan te wijzen waarop de zogenaamde procedure van de "onmiddellijke inning" kan worden toegepast, doch niet nieuwe overtredingen in te voeren ⁽²⁾.

2. Het zou eveneens verkieslijk zijn uit de ontwerptabel de overtredingen weg te laten waarvoor geen enkel bedrag is bepaald, in voorkomend geval door de omschrijving van andere overtredingen te wijzigen, zodat daarin de uitzonderingen of beperkingen worden opgenomen die kunnen worden afgeleid uit de geschrapte vermeldingen.

⁽²⁾ Een soortgelijke presentatie is aangenomen met betrekking tot de bijlage van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg, waarover de afdeling Wetgeving advies 42.451/2 heeft verstrekt en waarnaar wordt verwezen in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY